

Bolkestein : les libéraux pris la main dans le sac !

Michel Husson

Rouge n°2104, 24 mars 2005

Avec la directive Bolkestein (1), les libéraux de tous bords viennent (comme dirait Chirac), de se tirer une balle dans le pied. Tout commence au Parlement européen, qui adopte, le 13 février 2003, une résolution où il « se félicite des propositions visant à créer un instrument horizontal pour garantir la libre circulation des services sous forme de reconnaissance mutuelle ». Il précise que « les principes du pays d'origine et de la reconnaissance mutuelle sont essentiels à l'achèvement du marché intérieur des biens et des services ». Cette résolution est votée par la droite et par l'écrasante majorité des socialistes et des Verts ; la GUE (PC et extrême-gauche) vote contre.

En janvier 2004, la Commission propose la fameuse directive, avec la double approbation, côté français, de Michel Barnier (UMP) et Pascal Lamy (PS). Au sommet de Bruxelles, en mars 2004, les chefs d'Etat et de gouvernement (dont Chirac et Raffarin) en appellent à une « concurrence accrue » dans les services et affirment que l'examen du projet « doit être une priorité absolue et respecter le calendrier ».

Raoul-Marc Jennar sort l'affaire. La Confédération européenne des syndicats se déclare « préoccupée », elle qui n'a jamais songé à mettre en avant l'idée de conventions collectives européennes. Elle s'attire une réponse lénifiante de la Commission, qui ne dissuade pas les syndicats belges d'organiser, dans le cadre du Forum Social, la manifestation du 5 juin 2004.

On connaît la suite : les partisans du oui réalisent que la directive éclaire de manière désastreuse la logique de la Constitution. Ils s'empressent de déclarer qu'elle doit être revue, voire abandonnée. Mais la commissaire européenne à la politique régionale, Danita Huebner, claironne qu'il faut « faciliter les délocalisations en Europe » et que la directive est faite pour cela. Puis José Manuel Barroso, le président de la Commission en remet une louche en déclarant le 14 mars dernier qu'il faut tenir compte des « préoccupations » mais que cela « n'implique pas que nous abandonnerons ». Il met les pieds dans le plat en rappelant que « le principe [du pays d'origine] et son corollaire, la reconnaissance mutuelle, n'ont rien de nouveau. Ce sont des attributs fondamentaux du marché unique depuis au moins le fameux Livre blanc de la Commission de 1985 ».

Cambadélis en conclut (sans rire) que « les ultra-libéraux souhaitent secrètement l'échec du traité constitutionnel » (*Libération* 15 mars). Tous les libéraux, de Strauss-Kahn à Barrot, en passant par Chérèque, font bloc autour de l'idée que la Constitution serait au contraire le meilleur rempart contre cette dérive libérale. La genèse de la directive montre pourtant qu'elle a été élaborée en même temps, et par les mêmes, que le projet constitutionnel. Elle est parfaitement en phase avec le principe général de « concurrence libre et non faussée » (article 3). Ainsi la libre circulation des services et la liberté d'établissement « sont garanties par l'Union » (article 4) et « les restrictions à la libre prestation des services à l'intérieur de l'Union sont interdites à l'égard des ressortissants des États membres établis dans un État membre autre que celui du destinataire de la prestation » (article 144). La loi-cadre européenne (nouvelle appellation des directives) « établit les mesures pour réaliser la libéralisation d'un service déterminé (...) par priorité sur les services qui interviennent d'une façon directe dans les coûts de production » (article 147) et, enfin, les États membres « s'efforcent de procéder à la libéralisation des services au-delà de la mesure qui est obligatoire en vertu de la loi-cadre européenne » (article 148).

Bref, il semblerait que les « cons » (comme dit Chirac) et les « analphabètes » (*dixit* Rocard) ont vaguement saisi que la « directive Frankenstein », cette créature monstrueuse, est bien la fille du libéralisme et de la Constitution.

(1) Un dossier sur la directive est disponible à : <http://hussonet.free.fr/autreuro.htm#BOLK>